

Introduction

Sommaire

Introduction

Chapitre préliminaire : Généralités sur la centrale de bilans de la banque de France.

- Section I : Présentation de la centrale de bilans de la banque de France
- Section II : La CDB une banque de donnée
- Section III : La CDB un service d'analyse financière et de diagnostic

Chapitre I : Analyse de l'activité par la banque de France

- Section I : Notion de la valeur ajoutée au cout des facteurs
- Section II : Les soldes selon la centrale de bilans de la banque de France
- Section III : Les ratios de l'activité de la banque de France

Chapitre II : Analyse du financement par la banque de France

- Section I : Le tableau du capital engagé
- Section II : Le tableau pool de fonds ou tableau emplois ressources de la banque de France
- Section III : Etude comparative des tableaux emplois ressources.

Chapitre III : Analyse des flux par la banque de France

- Section I : Les principes de la méthode
- Section II : Les catégories des flux
- Section III : Application

Conclusion

Bibliographie

**Chapitre préliminaire : Généralités sur la Centrale de bilans de la
Banque de France :**

Apparues au début des années soixante, les centrales de bilans exploitent statistiquement les documents sociaux de populations choisies d'entreprises pour réaliser des diagnostics individuels, étudier l'évolution d'un secteur industriel ou d'un groupe de firmes et pour estimer les principales tendances d'évolution du système productif national.

Il existe à l'heure actuelle en France cinq grandes centrales de bilans :

- celle de la Coref-Caisse des dépôts, la plus ancienne, qui traite les comptes publiés par les sociétés cotées et dont l'activité est principalement tournée vers la documentation des besoins d'information des analystes financiers de la caisse des dépôts ;
- celle de l'INSEE-DGI, créée en 1967 qui traite les comptes de toutes les entreprises soumises au régime du bénéfice réel de la statistique fiscale dont l'exploitation exclusivement sectorielle ou macro-économique n'est pas dirigée vers les entreprises ;
- celle de la Dafsa, banque d'informations privée qui retraite des comptes sociaux et consolidés des sociétés cotées dont l'optique est le renseignement des tiers, notamment des investisseurs en bourse sur les performances et les risques individuels portés par les entreprises et qui vend pour cela des fiches de synthèse détaillées à ses abonnés ;
- La centrale de bilans du Crédit National, créée en 1964, qui exploite les comptes de ses clients bénéficiaires de prêts directs : entreprises plutôt industrielles que commerciales et de taille moyenne à grande soit une population de plusieurs milliers d'entreprises qui autorisent une exploitation très fine au niveau des firmes et des secteurs et des études macro-économiques.
- La Centrale de Bilans de la Banque de France à laquelle nous nous intéressons et qui fera l'objet d'une présentation détaillée dans ce qui suit.

Section I : Présentation de la Centrale de Bilans de la Banque de France :

La Centrale de bilans a été créée par la Banque de France en 1968. Elle constitue depuis lors un élément important du dispositif d'observation statistique des entreprises françaises. La Centrale de bilans a pour mission, « sur la base d'échantillons extraits de l'ensemble des entreprises adhérentes, de fournir sous une forme élaborée toutes les informations qu'il est possible de tirer des documents comptables (bilans, comptes de résultats, états annexes, etc) » .

Plus précisément, la Centrale de bilans constitue une base de données descriptives et comptables d'entreprises qui sert à analyser les informations contenues aux niveaux individuels et sectoriels, et à étudier les états successifs et les principales tendances d'évolution du système productif national.

Ces missions sont exercées par la direction des Entreprises (pour la gestion de la base, la recherche fondamentale, économique et méthodologique) et par des unités décentralisées auprès de chaque succursale de la Banque, chargées de la collecte et du traitement des données de base, des relations avec les adhérents et de la rédaction d'études régionales ou locales.

Section II : La CDB : une banque de données :

Les informations gérées par la Centrale de bilans constituent « une base de données d'entreprises suivies individuellement dans le temps ».

L'étendue de ses fichiers dépend au premier chef des relations que la Centrale de bilans entretient avec ses adhérents. Leur adaptation aux études économiques implique, en outre, des conditions particulières de collecte et de traitement des données.

1- Les relations avec les adhérents :

L'adhésion à la Centrale de bilans est un acte volontaire de l'entreprise. La Banque de France peut solliciter la participation de telle ou telle firme. Aucune entreprise n'est obligée d'y adhérer.

Sont visées sans distinction de taille ni de régime fiscal ou juridique, les entreprises industrielles, commerciales et de services du secteur concurrentiel.

Peuvent adhérer librement des entreprises françaises (siège social situé en métropole) ou étrangères (pour l'activité durable de leurs établissements en France). Ainsi, une situation financière obérée ou vulnérable ne fait pas obstacle à l'adhésion.

Les relations entre la Centrale de bilans et ses adhérents reposent sur deux principes :

- **la confidentialité des données communiquées** : sauf accord de l'adhérent concerné, la Centrale de bilans s'interdit de divulguer, sous quelque forme que ce soit, les informations individuelles qu'elle reçoit et qui ne sont pas soumises à une mesure de publicité légale. L'édition de données agrégées sous la forme de fascicules de résultats sectoriels est également écartée lorsque la situation d'une entreprise participante y apparaît de manière transparente ;
- **la réciprocité des prestations** : en échange de la fourniture annuelle d'informations descriptives et comptables par ses adhérents, la Centrale de bilans remet gratuitement à ces derniers une analyse financière détaillée de leur situation (sous la forme d'un dossier individuel) et le fascicule de résultats agrégés correspondant à leur secteur ou à leur famille d'activité.

2- La collecte et le traitement des données :

Outre les renseignements nécessaires à son identification (régime fiscal, activité, effectifs...), l'entreprise adhérente dépose une fois par an auprès de la Banque de France :

- une photocopie des tableaux composant sa déclaration fiscale ;
- des feuillets complémentaires portant le détail de certains postes du bilan, de l'endettement et des flux inter-exercices et éventuellement un feuillet spécifique selon l'activité exercée : bâtiment, travaux publics, travail temporaire, transports routiers de marchandises.

Les informations demandées, qui ne sont pas destinées à un recensement exhaustif des données comptables de l'entreprise, sont toutes nécessaires pour :

- vérifier la cohérence du dossier ;
- construire un tableau de flux ;
- étudier avec précision les aspects essentiels de l'activité ou certaines particularités, comme les opérations de crédit-bail et l'endettement.

Il importe de noter à cet égard que le plan comptable général de 1982 a ratifié assez largement les pratiques précédemment adoptées par la Centrale de bilans.

Depuis 1986, la succursale de la Banque de France qui reçoit le dossier comptable d'un adhérent en assure l'intégralité du traitement.

Les données sont saisies et validées à l'aide d'un programme informatique interactif, en liaison avec l'entreprise et éventuellement son expert-comptable.

La validation du bilan déclenche l'édition du dossier d'analyse financière (DAF) destiné à l'adhérent. Le délai séparant la remise du bilan et l'envoi du dossier est réduit de la sorte à une semaine au maximum.

La Centrale de bilans allie ainsi rapidité d'exploitation, rigueur des contrôles comptables et richesse de l'analyse.

3- La présentation des données harmonisées :

La centralisation des données individuelles est, depuis 1994 basée sur la NAF 1993 (Nomenclature d'activités française) de l'Insee qui codifie l'activité des différentes entreprises en fonction de leur code APE (Activité principale exercée).

Toutefois, des ensembles plus restreints peuvent être composés pour cerner certaines catégories économiques plus composites. La définition de ces catégories répond aux demandes d'organisations professionnelles. Laquelle définition est basée sur des critères particuliers.

Ces regroupements sectoriels fournissent chaque année, selon la représentativité acquise dans chaque classe d'entreprises, une image instantanée de l'activité économique. La Centrale de bilans y adjoint une perspective temporelle, en articulant des flux financiers aux données de bilans.

4- La représentativité de l'échantillon :

L'échantillon de la Centrale de bilans doit refléter les structures du tissu productif national. Sa représentativité est calculée en rapportant les personnels employés par les firmes adhérentes aux effectifs globaux de chaque secteur calculé par l'Insee ; ce rapport est appelé « taux de couverture ».

L'objectif fixé pour l'échantillon Centrale de bilans vise à :

- obtenir la totalité des firmes de plus de 500 salariés ;
- atteindre un taux de couverture par secteur de l'ordre de 50 % pour les entreprises industrielles employant de 20 à 500 salariés, voire un taux légèrement inférieur si le nombre de sociétés est suffisamment important ;

- collecter les informations des entreprises de moins de 20 salariés pour tendre vers un taux de couverture d'environ 10 %.

Enfin, dans les secteurs peu concentrés, il est nécessaire que le nombre d'entreprises adhérentes soit assez élevé, même si la position dominante de quelques grandes firmes assure un taux de couverture suffisant.

Section III : La CDB : un service d'analyse financière et de diagnostic :

1- Les principes d'analyse :

L'originalité de la démarche des Centrales de bilans est d'utiliser la comptabilité des entreprises pour actualiser la connaissance des structures et de l'évolution du système productif. Le passage des comptes individuels à l'étude économique implique le choix d'une grille de lecture. L'analyse financière constitue ce moyen d'interpréter les documents comptables annuels en termes économiques.

De ce fait, l'analyse financière de la Centrale de bilans 1 s'appuie sur quatre principes :

- **le regroupement fonctionnel des comptes** : les opérations et les éléments du patrimoine sont regroupés selon un classement par fonction (exploitation, répartition, investissement et financement) adapté à l'étude du comportement économique et financier de l'entreprise ;
- **la primauté donnée à l'étude dynamique** : l'analyse en termes dynamiques est privilégiée en mettant l'accent sur l'observation pluriannuelle des opérations et des flux financiers ;
- **l'analyse comparative des performances et des structures** : à l'aide de ratios, l'entreprise est située dans son environnement économique ;
- **la mesure du degré de vulnérabilité de l'entreprise** : elle est évaluée notamment grâce à un score.

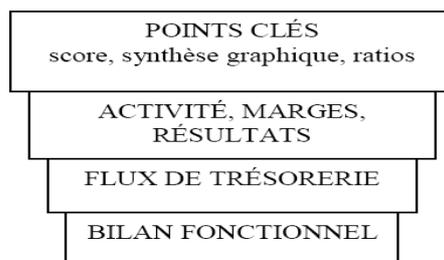
En retour, le regard porté sur chaque entreprise bénéficie des méthodes et des résultats des études économiques. Les techniques statistiques, notamment, indispensables à celles-ci, fournissent à l'analyste financier des moyens supplémentaires de diagnostic : c'est le cas, par exemple, des distributions en quartiles, des fonctions-scores ou bien des typologies d'entreprises.

2- L'architecture du dossier d'analyse financière :

Le dossier d'analyse financière décrit les éléments essentiels sur lesquels fonder les choix stratégiques découlant de la gestion d'une entreprise :

- performances réalisées : évolution de l'activité, des marges, de la rentabilité... ;
- flux de trésorerie dégagés par l'activité et ceux liés à des décisions d'investissement et de financement ;
- structure financière, qui résulte à la fois des performances et des décisions prises.

Ces éléments se retrouvent dans les quatre parties qui composent le dossier :



2.1. Les points clés :

Ils offrent une vision rapide et synthétique du comportement de l'entreprise et constituent une ébauche du diagnostic financier.

- Le score mesure l'exposition de l'entreprise au risque de défaillance. La méthode des scores permet d'établir une synthèse du comportement de l'entreprise face aux risques de défaillance. Plus le score est positif, plus la situation de l'entreprise est favorable. Plus le score est négatif, plus la situation de l'entreprise est risquée.
- La fonction score est une combinaison linéaire de ratios sensibles aux difficultés de l'entreprise. Elle résulte d'une analyse discriminante entre entreprises défailtantes, c'est-à-dire ayant fait l'objet d'une procédure judiciaire, et entreprises non défailtantes.
- La synthèse graphique fournit une visualisation rapide sur les quatre derniers exercices de l'évolution des paramètres essentiels de la gestion d'une entreprise : indicateurs de croissance (chiffre d'affaires, valeur ajoutée, résultat brut d'exploitation, résultat de l'exercice), rentabilités économique et financière, répartition des revenus entre les différents acteurs (personnel, prêteurs, État, associés, entreprise), flux de trésorerie, équilibres financiers (fonds de roulement net global, besoin en fonds de roulement, trésorerie nette), évolution de l'endettement et des frais financiers.
- Les ratios mettent en perspective l'entreprise au sein de son secteur d'activité. Les ratios édités dans le dossier permettent une analyse de la structure d'exploitation, de la croissance, des rendements, de la capacité bénéficiaire, de l'autonomie et des structures financières.

2.1.1. L'activité, les marges et les résultats :

Le compte de résultat se présente sous forme de soldes intermédiaires de gestion depuis l'activité jusqu'aux résultats de l'entreprise.

L'activité constitue la première source de revenu ; sur plusieurs années, son évolution rend compte de son efficacité commerciale.

Les marges et les résultats mesurent la capacité de l'entreprise à générer un revenu pour rémunérer les ressources utilisées, c'est-à-dire le personnel et les capitaux empruntés, assurer le paiement de l'impôt et couvrir la dépréciation des actifs ainsi que les risques divers.

2.1.2. Le tableau de flux de trésorerie :

Le tableau de flux de trésorerie constitue un élément essentiel du dossier et une des principales spécificités de la Centrale de bilans. Il identifie l'incidence, sur la trésorerie active, des entrées et des sorties de fonds liées :

- **à l'activité** : flux de trésorerie d'exploitation et flux de trésorerie interne ;
- **à l'investissement** : acquisitions et cessions d'éléments d'actif immobilisé ;

- **au financement** : mouvements affectant le capital et l'endettement financier.

Il retrace ainsi l'impact financier de toutes les décisions prises et explique le passage entre les situations successives décrites par les bilans. L'évolution pluriannuelle des flux permet d'apprécier le degré d'autonomie de l'entreprise dans sa politique de développement, la réalité du retour sur investissement et les conditions d'équilibre financier.

2.1.3. *Le bilan fonctionnel* :

Le compte de résultat et le tableau de flux sont des facteurs explicatifs des changements de structure du bilan. Le bilan fonctionnel établit, en outre, des liens entre les postes du bilan et les principales fonctions de l'entreprise.

L'approche fonctionnelle conduit à rassembler parmi les « emplois » des montants chargés d'une signification plus économique que patrimoniale pour les comparer à des « ressources financières » classées en fonction de leur origine.

Les emplois sont composés de l'actif immobilisé, des besoins en fonds de roulement et de la trésorerie actif :

- L'actif immobilisé recouvre notamment les immobilisations d'exploitation constituées des immobilisations incorporelles et corporelles, complétées par les biens en location-financement. Elles sont utilisées par l'entreprise dans son cycle de production et de commercialisation.
- Les besoins en fonds de roulement regroupent :
 - le besoin en fonds de roulement d'exploitation qui représente le montant des capitaux immobilisés dans le cycle d'exploitation (stocks et créances clients diminués des dettes fournisseurs) ;
 - le besoin en fonds de roulement hors exploitation qui relève des fonctions de répartition, d'investissement et de financement.
- La trésorerie actif assure la couverture des besoins de l'activité courante et la gestion des encaisses.

Les ressources sont différenciées entre financement propre et endettement financier.

- Le financement propre est constitué des capitaux propres et du cumul des amortissements et provisions ;
- L'endettement financier est composé des différents emprunts et de la trésorerie passif.

Chapitre I : Analyse de l'activité par la Banque de France :

Section I : Notion de Valeur Ajoutée au cout des facteurs :

1- Définition :

La valeur ajoutée d'une entreprise correspond à la richesse produite par celle-ci. Elle exprime le supplément de valeur que l'entreprise apporte aux biens et services en provenance de tiers.

Dans le cadre d'une approche économique, la valeur ajoutée se doit de rémunérer l'ensemble des facteurs de production ayant contribué à sa création, notamment le facteur capital et le facteur travail.

2- Les retraitements de la Centrale des Bilans :

La valeur ajoutée au cout des facteurs (CDB) est le résultat d'un ensemble de retraitements :

1.1. Les subventions d'exploitation :

Les subventions d'exploitation sont octroyées aux entreprises pour venir en aide aux activités qu'elles exercent. Le plus souvent ces subventions sont octroyées en compensation des prix. Elles représentent à cet effet un complément au chiffre d'affaire.

Les subventions d'exploitation sont réintégrées dans la **Production de l'exercice** et donc dans la **valeur ajoutée**.

1.2. Impôts, taxes et versements assimilés :

Les impôts et taxes correspondent aux redevances que verse une entreprise en rémunération de l'utilisation des infrastructures mises à sa disposition par les collectivités locales. Il s'agit donc de consommations externes.

Les Impôts, taxes et versements assimilés sont retranchés du calcul de la VA et reprise en **Consommations de l'exercice en provenance des tiers**.

1.3. Le cout du personnel :

Le personnel intérimaire est la force de travail qui participe au même titre que le personnel de l'entreprise à la création de la valeur.

Les retraitements concernent les comptes :

- 621 **Personnel extérieur** : retranché des **Consommations en provenance des tiers** et rattachés aux **Charges de personnel**.
- 691 **Participation des salariés** rattaché également au poste **Charges de personnel**.

1.4. Le crédit-bail :

La comparaison des SIG de plusieurs entreprises doit être basée sur des soldes homogènes. Or deux entreprises strictement identiques, mais dont l'une sans l'autre fait appel au crédit-bail, auront des valeurs ajoutées PCG différentes. Pour remédier à ce biais, la Centrale des Bilans traite des biens en crédit bail comme acquis par endettement.

Le retraitement consiste à retrancher les redevances de crédit bail des **Consommations en provenance des tiers** pour les porter :

- en **Dotations aux amortissements et aux provisions d'exploitation** (DAP d'exploitation) pour la partie remboursée.
- en **Charges financières** pour le restant dû au terme du contrat.

1.5. Les charges de sous-traitance :

La **Production de l'exercice** peut avoir été réalisée par l'entreprise ou bien par des sous-traitants. Or, une progression de la production obtenue par un recours accru à la sous-traitance n'entraîne pas de croissance économique au niveau de l'entreprise donneur d'ordre.

Les charges de sous-traitance sont retranchées de la production de l'exercice pour identifier la contribution de l'entreprise à son propre développement.

Nous présentons ci-dessous la synthèse des retraitements effectués par la Banque France à travers le tableau qui suit :

Tableau de passage des SIG PCG au SIG CDB		
SIG PCG	Retraitements	Soldes au coût des facteurs
Production des l'exercice	+ Subvention d'exploitation	= Production retraitée
Valeur ajoutée PCG	+ Personnel extérieur	
	+ Redevances de crédit bail	
	+ Subventions d'exploitation	
	- Impôts, taxes et versements assimilés	= Valeur ajoutée au coût des facteurs
EBE PCG	- Participation des salariés	
	+ Redevances de crédit bail	= EBE au coût des facteurs
Résultat d'exploitation PCG	- Participation des salariés	
	+ Charges financières de crédit bail	= Résultat d'exploitation au coût des facteurs
Résultat courant avant impôt PCG	- Participation des salariés	= Résultat courant au coût des facteurs

Section II : Les soldes selon la CDB de la Banque de France :

La Centrale des Bilans préconise une approche économique en deux parties :

- Reclassement des postes du compte de résultat PCG rubrique d'exploitation et de déterminer les nouveaux soldes propres à l'exploitation.
- Une approche globale.

1- Les soldes liés à l'exploitation :

Ventes de marchandises

- Coût d'achat des marchandises vendues

= **Marge commerciale**

Production vendue

+ Production stockée

+ Production immobilisée

= Production de l'exercice

- Sous-traitance de fabrication

= **Production propre**

- Coût des matières consommées

= **Marge sur production propre**

Marge brute d'exploitation = marge commerciale + marge sur production propre

Marge brute d'exploitation

- Achats et charges externes

- Hors sous-traitance de fabrication

- Hors loyer de location-financement

- Hors charges de personnel extérieur.

+ Subventions d'exploitation reçues en complément de prix

= **Valeur ajoutée Centrale des Bilans**

- Impôts et taxes et versements assimilés

- Charges de personnel (y compris personnel extérieur)

- Subventions d'exploitation reçues hors complément de prix

+ Revenus des créances commerciales

+ Escomptes obtenus

+ Redevances perçues sur concessions, brevets, licences...

+ Revenus des immeubles non affectés à l'exploitation

- Intérêts des dettes commerciales

- Escomptes accordés

- Redevances versées sur concessions, brevets, licences...

- Pertes sur créances irrécouvrables

= **Résultat brut d'exploitation**

+ Transferts de charges d'exploitation

- Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions d'exploitation

- Dotations aux amortissements extraits des loyers de location-financement

= **Résultat net d'exploitation**

2- Les soldes globaux :

Résultat brut d'exploitation

+ Quote-part de résultat sur opérations faites en commun

+ Opérations financières hors intérêts et escomptes

+ Opérations exceptionnelles hors +/- values de cessions et apport

+ Transferts entre comptes de charges d'exploitation, financières, exceptionnelles

= **Résultat brut global**

- Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions d'exploitation, financiers et exceptionnels

+ Subventions d'investissement virées au résultat

+ Transferts de charges à l'actif en « charges à répartir »

= **Résultat net global**

- Intérêts sur endettement

- Intérêts des emprunts extraits des loyers de location-financement

- Participation des salariés

- Impôt sur les bénéfices

= **Résultat de l'exercice**

+ Plus ou moins value de cessions et apports

Résultat net comptable

3- Signification des soldes :

3.1. Marge sur production propre :

C'est l'excédant dégagé par les ventes de biens et services, produits par l'entreprise, sur les achats consommés de matières premières et d'approvisionnement.

3.2. Valeur ajoutée CDB :

La valeur ajoutée est un indicateur qui reflète l'ampleur des transformations effectuées, la qualité de l'organisation industrielle et commerciale, le rendement des moyens en équipements et en personnel mis en œuvre. Mais est également fonction de la marge puisqu'il incorpore la marge sur coût de production des biens et services vendus.

La valeur ajoutée constitue une grandeur qui permet à l'analyste de mesurer le poids économique de l'entreprise et de la situer dans son environnement eu égard aux normes appropriées à chaque secteur.

▪ La valeur ajoutée : instrument de mesure du poids économique de l'entreprise :

La valeur ajoutée est un indicateur de dimension :

- un critère de taille pertinent pour le classement des entreprises.
- Une mesure appropriée pour la pondération des diverses activités exercées par l'entreprise.
- Un indicateur de développement de l'entreprise et de des activités.

La valeur ajoutée est un indicateur de croissance qui rend compte de l'évolution de l'activité directement liée aux moyens en personnel et en équipement mis en œuvre.

▪ La valeur ajoutée : instrument de mesure de l'apport spécifique de l'entreprise dans sa production :

Le taux de VA est en relation directe avec les modalités d'exploitation, nature de l'activité, degré d'élaboration des produits et également l'importance et le degré de qualification de la main d'œuvre.

Un faible taux de VA peut être un synonyme d'une moins bonne performance économique, et parfois de structures et méthodes d'exploitation spécifiques : recours limité à la main d'œuvre, fabrication moins élaborée, importance de l'activité commerciale.

3.3. Le Résultat Brut d'Exploitation :

Il s'agit du premier solde obtenu à l'issue du processus de la production et de commercialisation. Le solde relève des actions suivies sur les plans industriel et commercial tout en étant indépendant de la politique financière, de la politique d'amortissement du capital, et de la politique de distribution.

L'EBE doit être d'autant plus élevé que l'entreprise emploie des équipements importants.

3.4. Le Résultat Brut Global CDB :

Ce solde renseigne sur la capacité de l'entreprise à dégager du profit dans le cadre de son activité d'ensemble avant toute rémunération du capital. Il s'agit d'une rémunération brute.

3.5. Le Résultat Net Global CDB :

C'est le solde qui, rapporté aux capitaux investis, mesure la rentabilité économique nette du fait qu'il est obtenu après déduction de la rémunération du capital.

3.6. La Capacité d'Autofinancement :

La CAF exprime un flux potentiel de trésorerie secrété à partir de l'ensemble des opérations courantes et non courantes.

La CAF représente pour l'entreprise :

- Un indicateur de performance d'activité :

La CAF est un indicateur qui schématise la part de richesse produite « intériorisable » par l'entreprise par l'entreprise ; C'est une résultante de la répartition de la valeur ajoutée VA ou de la richesse produite par l'entreprise.

- Un indicateur du potentiel de financement interne dont peut disposer l'entreprise.

La CAF est sensiblement affectée par les possibilités d'enregistrer sous forme d'actifs certaines charges (production immobilisée, transferts de charge à répartir sur plusieurs exercices...) ; Elle peut également subir l'incidence d'autres types de pratiques, aux conséquences non négligeables sur l'assiette de l'imposition des bénéficiaires (dotations aux amortissements excédants la consommation du capital fixe, dotations aux provisions réglementées, étalement de l'imposition des plus-values, ...).

La CAF dépend également, dans une large mesure, de l'arbitrage opéré entre le recours à des ressources propres et l'endettement, et donc d'un choix politique déterminant la structure financière de l'entreprise.

La CAF conduit naturellement au calcul de l'ATF par déduction des dividendes mis en distribution correspondant à la rémunération des CP.

La CAF est calculée à partir du Résultat Brut d'Exploitation :

$$\begin{aligned} \text{CAF} = & \text{Excédant Brut d'Exploitation} \\ & + \text{Transferts de charges d'exploitation} \\ & + \text{Autres produits} \\ & - \text{Autres charges} \\ & + \text{Produits financiers encaissables} \\ & - \text{Charges financières décaissables} \\ & + \text{Produits exceptionnels encaissables} \\ & - \text{Charges exceptionnelles décaissables} \\ & - \text{Participation} \\ & - \text{IS} \\ & + \text{Fraction de redevance de CB correspondant aux amortissements} \end{aligned}$$

Ce qui convient à :

CAF CDB = CAF PCG + Fraction de redevance de CB correspondant aux amortissements.

Section III : Les ratios de l'activité de la Banque de France :

La Centrale des Bilans de la Banque de France propose d'approfondir l'étude des Soldes Intermédiaires de Gestion SIG en calculant certains ratios :

1- Les ratios d'exploitation :

1.1. Activité et valeur ajoutée :

Les perspectives générales dans lesquelles va s'inscrire l'analyse de l'entreprise sont liées à l'évolution de son activité. La tendance qu'il convient de caractériser est mesurée par les notions de chiffre d'affaires et de valeur ajoutée.

▪ **Le taux de variation du chiffre d'affaires :**

La référence traditionnelle en matière d'appréciation du niveau et de l'orientation de l'activité demeure la variation du chiffre d'affaires.

$$\frac{\text{Chiffre d'affaires } n - \text{Chiffre d'affaires } n-1}{\text{Chiffre d'affaires } n-1} \quad \%$$

▪ **Le taux de variation de la valeur ajoutée :**

La valeur ajoutée est, quant à elle, un indicateur représentatif de l'apport spécifique réel de l'entreprise à l'économie du fait qu'il est retraité de la production revenant aux tiers (sous-traitance).

$$\frac{\text{Valeur ajoutée } n - \text{Valeur ajoutée } n-1}{\text{Valeur ajoutée } n-1}$$

Corrigé de l'érosion monétaire, ce taux constitue un indicateur de croissance réelle de l'entreprise.

1.2. Structure de l'activité :

Les éléments de structure de l'activité de l'entreprise qui sont naturellement liés à la nature et au niveau de l'activité déterminent l'importance du capital d'exploitation, de la valeur ajoutée et du chiffre d'affaires.

▪ Le taux de marge commerciale :

Le taux de marge commerciale mesure la plus ou moins bonne performance de l'activité de négoce exercée par l'entreprise.

$$\frac{\text{Marge commerciale}}{\text{Ventes de marchandises HT}} \quad \%$$

▪ Le taux de valeur ajoutée :

Il est défini par le rapport :

$$\frac{\text{Valeur ajoutée CDB}}{\text{Production} + \text{Ventes de marchandises} + \text{Subventions d'exploitation}}$$

Sur plusieurs années, ce taux peut :

- soit varier sous l'effet d'une modification des structures et des méthodes d'exploitation (passage à la sous-traitance, opération d'intégration du processus de production) ;
- soit à structure et à méthodes d'exploitation identiques, évoluer en fonction de l'orientation des prix relatifs des biens et services vendus et des consommations intermédiaires, éléments qui constituent le cas échéant un premier indice d'une amélioration ou d'une dégradation de la performance industrielle ou commerciale de l'entreprise.

▪ Le coefficient de capital :

Le coefficient de capital mesure l'importance des investissements en immobilisations d'exploitation et en fonds de roulement (capital d'exploitation) nécessaires pour réaliser une unité de valeur ajoutée.

$$\frac{\text{Capital d'exploitation moyen}}{\text{Valeur ajoutée CDB}}$$

En règle générale, en période de développement, le capital d'exploitation augmente d'abord et la valeur ajoutée suit dès que les investissements effectués deviennent productifs.

Le ratio s'accroît puis tend à se stabiliser si les investissements ultérieurs sont réguliers et si les évolutions conjoncturelles ne sont pas trop heurtées.

1.3. Moyens d'exploitation :

Le capital d'exploitation désigne l'ensemble des éléments nécessaires en permanence à l'exercice de l'activité courante qu'il s'agisse des moyens techniques mis en œuvre (équipements productif) ou des capitaux immobilisés dans le cycle d'exploitation (BFR d'exploitation).

L'efficacité du processus productif par les mesures directes de la productivité physique des facteurs de production peut être estimée par :

- **Le ratio de rendement apparent de la main d'œuvre :**

$$\frac{\text{Valeur ajoutée CDB}}{\text{Effectif moyen}}$$

- **Le ratio de rendement apparent de l'équipement :**

$$\frac{\text{Valeur ajoutée CDB}}{\text{Equipement productif moyen}} \%$$

Le rendement de la main d'œuvre et de l'équipement dépendent d'éléments comme la qualification du personnel, le nombre d'heures ouvrées, l'organisation du travail. Ils sont également fonction de l'utilisation plus ou moins intensive des équipements, du degré de modernisation et d'automatisation de l'entreprise et de l'importance relative des effectifs et des équipements utilisés.

1.4. Résultat d'exploitation :

- **Le taux de marge brute d'exploitation :**

$$\frac{\text{Excédant brut d'exploitation}}{\text{Volume d'affaires HT}} \%$$

Ce taux constitue une première mesure directe de la performance industrielle et commerciale de l'entreprise et également un indicateur généralement significatif de sa capacité bénéficiaire. L'EBE, rappelons-le encore, une fois, ne relève que des actions suivies sur les plans industriel et commercial et mesure une capacité à engendrer des ressources de trésorerie.

2- La répartition de la valeur ajoutée :

Bien que la valeur ajoutée d'une entreprise profite à toutes les parties prenantes en rémunération de leur participation à la création de la richesse, le Centrale des Bilans propose des ratios permettant de tracer la structure de répartition de la valeur ajoutée :

- **Personnel :**

$$\frac{\text{Charges de personnel CDB}}{\text{Valeur ajoutée CDB}}$$

▪ **Prêteurs :**

$$\frac{\text{Intérêts et charges assimilées}}{\text{Valeur ajoutée CDB}}$$

▪ **Etat :**

$$\frac{IS}{\text{Valeur ajoutée CDB}}$$

▪ **Entreprise et associés :**

$$\frac{\text{Autofinancement}}{\text{Valeur ajoutée CDB}}$$

Chapitre II : Analyse du financement par la Banque de France :

Section I : Le tableau du capital engagé :

1- Présentation générale du capital engagé :

Selon le plan comptable marocain une étude horizontale du bilan est nécessaire avant d'établir le tableau de financement, cette lecture horizontale se fait par le calcul des synthèses des

masses du bilan d'où le fond de roulement, le besoin en fond de roulement et la trésorerie nette. Selon la Centrale de bilans de la Banque de France, une lecture verticale est cependant possible grâce au tableau du capital engagé qui constitue, en fait, une nouvelle présentation du bilan fonctionnel. Cette nouvelle présentation permet d'une part, de regrouper et classer les actifs selon une logique économique et d'autre part, de présenter l'ensemble des ressources dont elle dispose.

Les agrégats de la relation fondamentale de trésorerie (FR,BFE ,TN) sont rejetés en annexe du bilan et ne semblent plus au centre de l'analyse des structures financières même si la Centrale de bilans n'a pas totalement rompu avec la pratique d'affectation des ressources stables aux emplois stables, comme le montre notamment l'interprétation de l'équilibre financier.

Tableau du capital engagé :

Eléments	N	N-1	N-2	N-3	N-4
-----------------	----------	------------	------------	------------	------------

Equipement productif (1) + Participations et titres immobilisés..... + Autres actifs immobilisés hors exploitation dont groupe et associés (dans immobilisations financières) = ACTIFS IMMOBILISÉS (A) + Besoins en fonds de roulement d'exploitation (2)..... = CAPITAUX INVESTIS + Besoins en fonds de roulement hors exploitation dont groupe et associés (dans autres créances et dettes).. + Disponibilités.....					
TOTAL = CAPITAL ENGAGE					
Financement Propre <ul style="list-style-type: none"> • Réserves d'autofinancement (réserves et résultats, amortissements et provisions) (3) Dont amortissement des immobilisations en crédit-bail (4) • Associés : capital et primes..... + Groupe et associés (dans dettes financières) + Endettement <ul style="list-style-type: none"> • Obligations..... • Autres emprunts..... • Emprunts participatifs..... • Emprunts bancaires..... Dont financement par crédit-bail des immobilisations (5) • Crédits bancaires courants (y compris effets escomptés non échus) 					
TOTAL = CAPITAL ENGAGE					
Financement Stable (B) =					

financement propre + groupe et associés créiteurs + obligations et emprunts..... Fonds de roulement net global (B-A) - Besoins en fonds de roulement..... = Trésorerie nette.....					
(1) Y compris biens utilisés par l'entreprise en crédit-bail (2) Y compris les effets escomptés non échus et créances cédées fermes à un factor (3) Y compris les amortissements économiquement justifiés, les amortissements dérogatoires et provisions réglementées, les provisions pour dépréciation et les provisions pour risques et charges. (4) Part en capital des loyers et crédit-bail échus (5) Part en capital des loyers de crédit-bail à échoir					

2- La composition du capital engagé :

La première partie du bilan décrit les moyens d'une entreprise dans une optique purement fonctionnelle. L'équipement productif regroupe la valeur brute des immobilisations corporelles utilisées par l'entreprise dans son cycle d'exploitation, complétée de la valeur comptable brute des immobilisations acquises en crédit bail. La mise en œuvre de l'approche fonctionnelle oblige à intégrer dans l'analyse des éléments non patrimoniaux et à retraiter les comptes. Ainsi, les équipements pris en crédit-bail sont considérés ici comme ayant été acquis par l'entreprise et financés par des emprunts.

Les participations et titres immobilisés traduisent les opérations de croissance externe et relèvent de la fonction financière. Les autres actifs immobilisés hors exploitation regroupent principalement les immobilisations incorporelles ainsi que les prêts.

Le total des actifs immobilisés et des besoins en financement induits par le cycle de l'exploitation (BFRE) donne une mesure des capitaux investis. Ce concept de capital investi désigne, en fait, les emplois stables. Ceux-ci peuvent être également répartis en capital d'exploitation et immobilisations financières. Le capital d'exploitation se compose des équipements productifs et du besoin en fonds de roulement d'exploitation. Il représente le montant des fonds de roulement investis en permanence dans l'activité courante de l'entreprise.

Les besoins en fonds de roulement hors exploitation regroupent les décalages de trésorerie liés aux fonctions de répartition et de financement. Enfin les disponibilités auxquelles il convient d'ajouter les valeurs mobilières de placement relèvent de la fonction trésorerie. Le total des capitaux investis, des besoins en fonds de roulement hors exploitation et des disponibilités mesure l'ensemble des capitaux engagés dans l'entreprise.

3- Financement du capital engagé :

Le tableau du capital engagé distingue, parmi l'ensemble des ressources de l'entreprise, le financement propre et le financement externe composé des concours financiers remboursables accordés par le groupe et les associés et de l'endettement.

Le financement propre regroupe les ressources propres internes qualifiées par la Centrale de bilans de réserves d'autofinancement et les apports des associés en capitaux propres. Les réserves d'autofinancement représentent les fonds accumulés par l'entreprise sous forme de résultats en réserves, d'amortissements et de provisions. La présentation de ces éléments calculés dans le financement propre est cohérente avec l'approche fonctionnelle qui retient les immobilisations et les éléments de l'actif circulant en valeur brute et considère les amortissements, les provisions comme des ressources internes accumulées par l'entreprise au cours de sa vie et non comme la couverture de dépréciation d'actifs ou de risque et charges probables.

Les concours octroyés par le groupe et les associés sous forme de dettes financières sont considérées comme des ressources de financement externe au même titre que l'endettement, dans cette optique la Centrale de bilans distingue les capitaux empruntés sur le marché financier (obligations) ou auprès des tiers (autres emprunts) ainsi que les emprunts bancaires autres que les concours bancaires courants qui sont présentés sur une ligne distincte. Précisions que ces derniers comprennent les crédits de trésorerie, les découverts ainsi que la contrepartie en termes de trésorerie des effets escomptés non échus et des créances cédées dont le montant est ajouté à celui des créances commerciales incluses dans le besoin en fonds de roulement d'exploitation.

Le nouveau schéma de bilan présenté dans le dossier individuel n'a pas totalement rompu avec la règle d'affectation des ressources aux emplois stables. En effet, bien que le tableau du capital engagé soit fondé sur une approche fonctionnelle et globale, il fait ressortir dans la présentation des éléments constitutifs du capital engagé et des ressources dont dispose l'entreprise, afin de permettre la détermination du fonds de roulement, du besoin en fond de roulement et la trésorerie nette, agrégats présentés au pied du bilan.

Section II : Le tableau pool de fonds ou Tableau emplois ressources CDB :

1- Principe d'analyse :

Le tableau « pool de fonds » étudie le comportement de financement au cours des différents exercices étudiés.

Ce tableau reprend une approche fonctionnelle, étudiée dans le tableau de financement du PCG. Il vise donc à étudier les principaux besoins de financement de l'entreprise à ses différents modes de couverture.

En effet un entrepreneur s'intéresse à la maximisation de la valeur de son entreprise avant toute décision d'investissement. Il y a donc séparation entre les décisions d'investissement et les décisions de financement. L'investisseur arbitre donc entre les différentes ressources possibles et ne retenant que celles qui minimisent le cout moyen des capitaux. De ce fait la notion du fond de roulement est remise en cause puisque les emplois stables doivent normalement être couverts par les ressources stables. Cependant aujourd'hui certaines entreprises, notamment les PME ont recours à des crédits bancaires à court terme pour financer une partie de ses immobilisations.

A l'analyse horizontale (emplois stables – ressources stables) est substitué une analyse verticale qui permet de mettre en avant l'analyse suivante : un certain nombre de ressources (fonds

propres ou étrangers) financent à certain nombre d'emplois (stables ou circulantes). L'analyse est donc une analyse globale et fonctionnelle.

Le tableau « pool de fonds » s'articule autour de deux notions :

- Les flux d'exploitation : emplois et ressources d'exploitation.
- Les flux d'investissement : propres et externes.

2- Étude des flux d'exploitation :

Les flux d'exploitation sont de deux ordres :

- Les emplois nets ;
- L'autofinancement ;

2.1. Les emplois nets :

Il s'agit de l'ensemble du capital engagé par l'entreprise pour réaliser son activité. Ces emplois nets sont en nombre de trois :

- 1°) Les actifs immobilisés nets de cessions et de subventions d'investissements comprenant :
- Les investissements productifs (investissement corporels et incorporels) assurant la croissance interne de l'entreprise ;
 - Les investissements financiers (participations et autres immobilisations financières) assurant la croissance externe de l'entreprise ;

2°) Les investissements liés au cycle d'exploitation et traduits par la variation du BFRE (besoin en fond de roulement d'exploitation) ;

3°) Les autres emplois concernant plus précisément les flux hors exploitation : variation du BFRHE (besoin en fond de roulement hors exploitation) et les disponibilités.

Ces flux forment **le solde A**.

2.2. L'autofinancement :

Il s'agit de rapprocher ce solde A à la notion d'autofinancement (solde B) calculé à partir de la valeur ajoutée CDB, excédent brute d'exploitation CDB.

La différence entre ces deux soldes constituent le premier indicateur pour le dirigeant ; à savoir à part de sa seule activité, l'entreprise a-t-elle dégagé les ressources suffisantes pour assurer sa croissance ou, au contraire, a-t-elle dû avoir recours à l'endettement.

Ainsi ce premier solde peut être interprété de la manière suivante :

- Si $A > B$ il y a existence d'un besoin de financement. L'autofinancement n'a pas suffit pour réaliser la croissance.
- Si $A < B$ il y a existence d'une capacité de financement. L'autofinancement a suffit pour réaliser la croissance et dégager un surplus monétaire.

Ce solde est appelé **le solde B**

3.3. Étude des flux de financement :

Dans cette deuxième partie du tableau sont étudiés on étudiées les ressources dont l'entreprise a eu recours pour couvrir ses besoins.

Ces flux de financement sont de deux ordres :

- Les ressources propres ;
- Les ressources externes.

3.3.1. les ressources propres :

Il s'agit de l'ensemble des fonds apportés par les partenaires de l'entreprise (actionnaires, associés...) que ce soit sous forme d'augmentation de capital ou encore de dettes financières.

Ce solde est appelé C.

3.3.2. les ressources externes :

Il s'agit de l'étude de l'endettement proprement dit, c'est-à-dire ;

3.3.2.1. les dettes financières (nouveaux emprunts) ;

3.3.2.2. les variations des soldes créditeurs de banque ;

3.3.2.3. les remboursements des dettes financières (diminution d'emprunts)

Ce solde est appelé : **solde D**

Il faut noter que le tableau de financement reprend les éléments de calcul définis par la Banque de France. De même, certains postes de ce tableau reprennent les définitions de la centrale de bilans de la Banque de France, il s'agit :

- de la valeur ajoutée calculée CDB ;
- de l'EBE calculé CDB ;
- du retraitement de la redevance de crédit bail en deux parties : dotations aux amortissements et charges financières.

D'autre part, comme pour tout tableau de financement l'ensemble des flux d'exploitation (solde A – solde B) doit être égal à l'ensemble des flux de financement (solde C + solde D).

Nous aurons¹ :

Emplois nets – Autofinancement = Ressources propres + Ressources externes
--

¹ « Analyse financière » de COHEN.E 2^e édition economica p :273

Libellés	Exercice N-1	Exercice N
+ Investissements productifs.....		
+ Acquisitions de participations et variations des autres actifs immobilisés.....		
.		
- Cessions d'actifs et subventions d'investissements reçues.....		
+ Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation.....		
+ Variation du besoin en fonds de roulement hors exploitation...		
+ Variation des disponibilités.....		
A = Emplois nets (de cession)		
+ Valeur ajoutée CDB.....		
- Charges de personnel CDB.....		
= EBE (CDB).....		
- Intérêts CDB.....		
- Impôts sur les bénéfices.....		
- Distributions de dividendes mis en paiement au cours de l'exercice.....		
+ Transfert de charge.....		
+ Autres produits d'exploitations.....		
- Autres charges d'exploitation.....		
B = Autofinancement		
Besoin nets de financement (A – B)		
C = Apports ou retraits des associés et du groupe :		
En capital		
En dettes financières		
+ Nouveaux emprunts.....		
- Remboursements d'emprunts CDB.....		

+ Variation des concours bancaires courants.....		
D = Variation de l'endettement		
Ressources externes (C + D)		

3.4. Interprétation du tableau de financement « pool de fonds »² :

Présenté sur plusieurs années, ce tableau donne de précieuses informations sur la stratégie financière de l'entreprise :

- Les politiques d'investissement choisies ;
- Les politiques de financement retenues ;
- Degrés de couverture des emplois par l'autofinancement ;
- Capacité de l'activité à dégager des ressources suffisantes à son développement.

L'étude de ce tableau « pool de fonds » permet aussi de mettre en valeur deux dimensions :

- Une dimension globale fondée sur l'analyse comparée des flux globaux issus des opérations sur les actifs et les flux sécrétés par les opérations financières ;
- Une dimension plus fine permettant d'appréhender le type de développement choisi par l'entreprise au cours de ces derniers exercices.

3.4.1. Interprétation globale :

Deux situations peuvent se présenter à l'entreprise :

1\ Les flux de fonds globaux qui résultent des opérations sur les actifs sont largement positifs (solde A positif) et les flux issus des opérations de financement (solde B – C – D) sont négatifs. L'explication de cette structure résulte de plusieurs causes :

- Les investissements sont arrivés à maturité et les flux sécrétés permettent le financement d'investissement de remplacement : l'entreprise est en période de croissance faible ;
- La croissance est plus forte, l'entreprise peut se permettre de désendetter ;
- L'entreprise peut être amenée à désinvestir (nombreuses cessions) afin de se reconcentrer sur son activité de base. Il s'agit alors d'entreprise qui cherche un nouveau souffle.

Les deux premiers cas correspondent à une situation de pérennité et à un risque de faillite faible.

Le dernier cas indique une situation plus préoccupante si les possibilités d'obtention de flux de cession sont limitées au regard des engagements envers les créanciers.

2\ Les flux de fonds globaux qui résultent des opérations sur les actifs sont largement négatifs (solde A négatif) et les flux issus des opérations de financement (solde B – C – D) sont positifs.

L'entreprise ne poursuit son activité que grâce à des apports externes. Cela peut être dû à une insuffisance de rentabilité des investissements (c'est le cas des entreprises nouvelles ou des entreprises

² « Analyse et diagnostic financier » de Ramage.P édition d'organisation 2001 p : 249.

qui viennent de se redresser en investissant dans des nouvelles activités), ou bien à une croissance non maîtrisée ce qui nécessite un recours à des financements externes pour assurer le financement de sa croissance. Cette deuxième situation est plus risquée car elle témoigne d'un manque de rentabilité de leur activité.

3.4.2 Interprétation plus fine :

Cette analyse peut être appréhendée de deux manières :

- Une analyse distinguant les flux la stratégie de développement retenue par les dirigeants :
 - Une croissance externe : avec une forte augmentation des prises de participation ;
 - Une croissance interne : avec une augmentation des investissements productifs recherchant le développement industriel.
- Une analyse du pool de dettes permet de distinguer l'endettement de maturité (emprunt à long terme) des crédits bancaires plus chers pour l'entreprise (soldes créditeurs de banque). Cette distinction permet de souligner le risque éventuel de faillite de l'entreprise.

Section III : Étude comparative des tableaux Emplois/Ressources (TER) :

1- Présentation et structure :

Le TER établi par la Centrale des Bilans de la Banque de France (CBBF) est structuré autour de la capacité de l'entreprise à préserver ou à accroître son autonomie financière. Fondé sur le rapprochement des emplois nets constitutifs du capital engagé et de l'autofinancement, le TER est principalement centré sur la capacité de l'entreprise à financer son développement sans recourir à des capitaux extérieurs et du moins à préserver son indépendance financière.

Bien entendu, la logique de ce fameux TER de la CDB repose sur un rapprochement des emplois nets et de l'autofinancement. Mais il n'y a pas d'affectation de l'autofinancement à une catégorie d'emplois. Le solde exprime un besoin de financement qui sera couvert par les apports des associés ou par l'endettement. La classification des ressources externes est faite en fonction de l'origine des fonds apportés : apports des associés, variation de l'endettement.

Nous constatons clairement que le TER de la CDB comporte trois parties ; la première, est relative aux emplois nets de l'entreprise en investissement, la deuxième partie fait apparaître les ressources internes de l'entreprise, c'est-à-dire, l'autofinancement, quand à la troisième partie, elle regroupe les ressources auxquelles l'entreprise a eu recours.

Ce qu'il faut donc retenir, c'est que le TER de la CDB fournit des indicateurs sur la capacité de l'entreprise à financer les emplois engagés sans recourir à des apports externes.

Pour ce qui est du TER établi selon le Plan Comptable Général Marocain (PCGM), il met en évidence l'évolution financière de l'entreprise au cours d'un exercice donné, en décrivant les ressources dont elle a disposées et les emplois qu'elle a effectués.

La synthèse des masses du bilan met en relief la variation du Fonds de Roulement Fonctionnel (FRF) et celle du Besoin en Fonds de Roulement (BFR) ou encore le besoin de

financement global ainsi appelé par le PCGM, le tableau d'emplois et ressources quand à lui, détaille les flux de ressources stables et d'emplois stables de l'exercice.

Le tableau de financement du PCGM, est établi à partir de deux bilans successifs de fin d'exercice. Ce sont les bilans au 31-12 (N-1) et au 31-12 (N). Le tableau de financement, également appelé, tableau des Emplois et Ressources (TER) classe les flux financiers en emplois et en ressources :

- Bien entendu, sont considérées comme emplois toute augmentation d'un poste d'actif (une acquisition ou une création de biens) et toute diminution d'un poste du passif (réduction des capitaux propres ou un remboursement de dettes).
- Alors que sont considérées comme ressources toute augmentation d'un poste du passif (un apport de fonds propres ou enregistrement de dettes) et toute diminution d'un poste d'actif (cession de biens ou diminution de créances).

2- Rapprochement et comparaison des approches (CDB et PCGM) :

2.1. Synthèse des masses du bilan (Approche PCGM) :

MASSES	EXERCICE		VARIATION	
	N	N-1	Emplois	Ressources
1 – Financement Permanent 2 – Actif immobilisé = Fond de roulement fonctionnel A (1-2)				
4 – Actif circulant 5 – Passif circulant = besoin de financement globale B (4-5)				
7 – Trésorerie nette A-B				

Le fonds de roulement fonctionnel (A) se doit en principe d'être positif, dans ce cas, le fond de roulement dégagé par l'opération excédentaire « financement-investissement », est destiné à financer et à couvrir au moins les besoins créés par l'exploitation. Parfois ce fonds de roulement peut se révéler négatif, dans le cas où le total de l'actif immobilisé excède le total du financement permanent.

Le besoin de financement global (B) est également en principe positif. Cependant, cette différence peut être négative dans le cas où le passif circulant hors trésorerie excède le total de l'actif circulant hors trésorerie. Dans ce dernier cas, la différence révèle non "un besoin", mais une "Ressource de financement".

La formule d'équilibre financier par abréviation : $FRF - BFG = TN$

2.2. Calculs préalables (CDB) :

En général, l'élaboration d'un tableau emplois ressources selon la Centrale de bilans de la Banque de France (ou le tableau pool de fonds), nécessite quelques calculs préalables, il s'agit donc

essentiellement de la variation du besoin en fond de roulement d'exploitation, et celle du besoin en fond de roulement hors exploitation.

Remarque : il est à rappeler que selon le PCGM on fait recours à la synthèse des masses du bilan pour la détermination des variations du BFR et de la trésorerie, que l'on aura besoin lors de l'élaboration du tableau de financement.

Variation BFRE :

	N-1	N
+ stocks.....		
+ créances d'exploitation.....		
- dettes fournisseurs.....		
- dettes fiscales et sociales.....		
BFRE		
Δ BFRE		

Variation BFRHE :

	N-1	N
+ créances diverses.....		
+ VMP.....		
- dettes diverses.....		
BFRHE		
Δ BFRHE		

Pour ce qui est de la variation des disponibilités, il faut comparer et calculer cette variation à partir des deux bilans de fin d'exercice successifs.

2.3. Conclusion :

Comme on l'a déjà constaté dans la synthèse des masses du bilan du PCGM, le BFR exprimé par le solde (Actif Circulant – Passif Circulant) est né du fait du décalage entre le moment où l'entreprise encaisse les fonds, et le moment où elle les décaisse, et donc, plus le décalage de temps entre encaissement et décaissement augmente, plus le BFR créé par l'exploitation augmente. Et par là on peut dire que l'approche du PCGM n'explique pas la variation du BFR du seul fait qu'il résulte de la différence entre les grandes masses du bilan (AC – PC).

En revanche, la CDB fait tout d'abord, une distinction entre des besoins qui sont liés à l'exploitation (BFRE), et d'autres qui ne sont pas liés à l'exploitation, ou hors exploitation (BFRHE). La Centrale de bilans de la Banque de France dans ces modalités de calculs du BFR (d'exploitation et hors exploitation), fournit une explication lumineuse et claire de ces besoins créés, et ceci à travers la démonstration des " ingrédients " c'est-à-dire des éléments, nécessaire pour la détermination du BFRE et celui du BFRHE.

Le tableau emplois ressources du pcgm

Rappelons que le tableau emplois ressources du plan comptable marocain classe les flux financiers en deux catégories, les emplois et les ressources. Ces derniers sont présentés de la manière suivante :

Ressources stables de l'exercice	emplois	ressources
<p style="text-align: center;">Autofinancement (A)</p> Capacité d'autofinancement..... - distribution de bénéfices..... <p style="text-align: center;">Cessions et réductions d'immobilisations (B)</p> Cessions d'immobilisations incorporelles..... Cessions d'immobilisations corporelles..... Cessions d'immobilisations financières..... Récupérations sur créances immobilisées..... <p style="text-align: center;">Augmentation des capitaux propres assimilés (C)</p> Augmentations de capital, apports..... Subvention d'investissement..... <p style="text-align: center;">Augmentation des dettes de financement (D)</p> (nettes de primes de remboursement)..... Total des ressources stables (A+B+C+D).....		
<p style="text-align: center;">Emplois stables de l'exercice</p> <p style="text-align: center;">Acquisition et augmentations d'immobilisations (E)</p> Acquisitions d'immobilisations incorporelles..... Acquisitions d'immobilisations corporelles..... Acquisitions d'immobilisations financières..... Augmentation des créances immobilisées..... <p style="text-align: center;">Remboursement des capitaux propres (F).....</p> <p style="text-align: center;">Remboursement des dettes de financement (G).....</p> <p style="text-align: center;">Emplois en non valeurs (H).....</p> Total des Emplois stables (e+f+g+h).....		
Variation du besoin de financement global (BFG)		
Variation de la trésorerie		
Total général		

Selon cette classification présentée par le PCGM, on peut constater que le tableau de financement explique comment l'entreprise est passée du bilan d'ouverture au bilan de clôture (un bilan exprimant la situation de l'entreprise à une date précise). Il permet éventuellement d'étudier le financement et l'investissement en indiquant d'où viennent les ressources (des actionnaires, des banques, de l'activité, du désinvestissement...) et comment l'entreprise les a employées (distribution aux actionnaires, investissement, désendettement...).

Le tableau emplois ressources du PCGM constitue pour l'analyste financier un document essentiel, qui permet d'apprécier la politique d'investissement et de financement de l'entreprise, et de s'assurer que l'équilibre financier de l'entreprise est satisfaisant, en s'assurant que le fond de roulement fonctionnel (F.R.F) arrive à faire face au besoin de financement global de l'entreprise.

Chapitre III : Analyse des flux par la Banque de France :

Section I : Les principes de la méthode :

En application des Normes Internationales d'Information Financière et d'un règlement du Comité de la Réglementation Comptable en France, pour les comptes consolidés des sociétés, la CBBF propose un « tableau de financement par l'analyse des flux de trésorerie ».

Cette méthode fait apparaître directement les encaissements ou décaissements sur chaque catégorie d'opérations. Ainsi, pour chaque catégorie d'opérations sont pris en compte les charges, les produits et les variations des crédits.

Elle est proche :

- Des recommandations de l'I A S B (International Accounting Standards Board).
- Des normes I F R S (International Financial and Reporting Standards),
- De la méthode du F A S B (Financial and Accounting Standards Board).

Section II : Les catégories de flux de trésorerie :

Les flux de trésorerie constatés pendant un exercice sont classés en flux de - trésorerie interne,

- flux lié à l'investissement,
- flux lié au financement.

1- Les flux de trésorerie interne :

1.1. Les flux de trésorerie liés à l'activité :

- Les encaissements sur produits d'exploitation (solde A) :

Ils comprennent :

- Le chiffre d'affaires HT
 - Les autres produits d'exploitation et les subventions d'exploitation,
 - Les variations des créances clients et autres créances d'exploitation (créances clients brutes, avances acomptes versés aux fournisseurs, effets escomptés non échus, différences de conversion sur créances, charges constatées d'avance).
- **Les décaissements sur charges d'exploitation (solde B) :**

Ils sont constitués :

- Des achats et des autres charges d'exploitation (charges externes, impôts taxes, salaires, charges sociales, autres charges, ...),
 - Des variations des fournisseurs et autres dettes d'exploitation (dettes fournisseurs, avances acomptes reçus des clients, différences de conversion sur dettes, produits constatés d'avance, ...).
- **Les flux de trésorerie d'exploitation :**

Trésorerie d'exploitation

=

Encaissements sur prdts d'exploitation(A)- décaissements sur prdts d'exploitation(B)

Remarque :

Ces flux ne tiennent pas compte :

- Des variations de stocks,*
- Des productions stockées ou déstockées,*
- De la production immobilisée.*

1.2. Les flux de trésorerie hors exploitation et les flux de trésorerie interne :

Les flux de trésorerie hors exploitation ne concernent pas l'exploitation, l'investissement ou le financement.

A partir des flux de trésorerie d'exploitation :

- + Flux liés aux opérations hors exploitation (intérêts encaissés, + différences positives de change, - différences négatives de change, + produits exceptionnels sur opérations de gestion, - charges exceptionnelles sur opérations de gestion) ;
- Intérêts décaissés (charges d'intérêts, charges financières de redevances de crédit bail) ;
- Impôts sur bénéfices décaissés (impôts sur bénéfices, + dettes d'impôts N-1, - dettes d'impôts N),
- Flux décaissés pour la participation des salariés (participation des salariés, + dettes sur participation N-1, - dettes sur participation N),
- Distribution de dividendes mis en paiement.

2- Les flux d'investissement :

Il s'agit :

1°) des investissements d'exploitation hors production immobilisée (acquisition d'immobilisations

- corporelles (terrains, constructions, matériel et outillage, ...) et incorporelles (marques, brevets, ...) (+)
 - 2°) des acquisitions de participations et autres titres immobilisés (+)
 - 3°) de la variation des autres actifs immobilisés hors charges à répartir(+)
 - 4°) des subventions d'investissement reçues (-)
 - 5°) des variations des dettes sur immobilisations (-)
 - 6°) des encaissements sur cessions d'immobilisations (-)
- = **flux liés à l'investissement**

Remarque : les charges à répartir n'apparaissent pas car elles ne sont plus transférées au bilan.

3- Les flux de financement.

3.1. Les flux de trésorerie liés au capital :

- 1°) Les augmentations ou réductions de capital.
- 2°) Les variations des créances sur capital appelé non versé.

3.2. Les variations des emprunts :

- 1°) Les nouveaux emprunts (hors prime de remboursements et plus les intérêts courus N).
2°) Les remboursements d'emprunts (plus amortissements inclus dans redevances de crédit bail, plus intérêts courus N-1).

3.3. Les variations de la trésorerie passive :

- 1°) Les variations des crédits bancaires courants.
2°) Les variations des créances cédées non échues et des effets escomptés non échus.

= **Flux de financement**

4 - La variation de la trésorerie active

$$\begin{aligned} & \text{Variation des disponibilités} + \text{Variation des VMP} \\ & = \\ & \text{Variation de la trésorerie active} \end{aligned}$$

5- Les retraitements :

5.1. Le crédit-bail :

L'année de signature du contrat, la *valeur du bien est ajoutée aux investissements* d'exploitation. Simultanément, le même montant est ajouté aux *emprunts*.

Les redevances ultérieures se ventilent en deux parties :

- Une correspondante au remboursement d'emprunts.
- Une autre en charges d'intérêts.

5.2. Les créances cédées et non échues :

Elles sont ajoutées aux *créances commerciales* à l'actif du bilan et simultanément à la *trésorerie passive*.

Section III: Le tableau de flux de trésorerie de la centrale de bilans de la banque de France

1- La structure du tableau de flux de trésorerie :

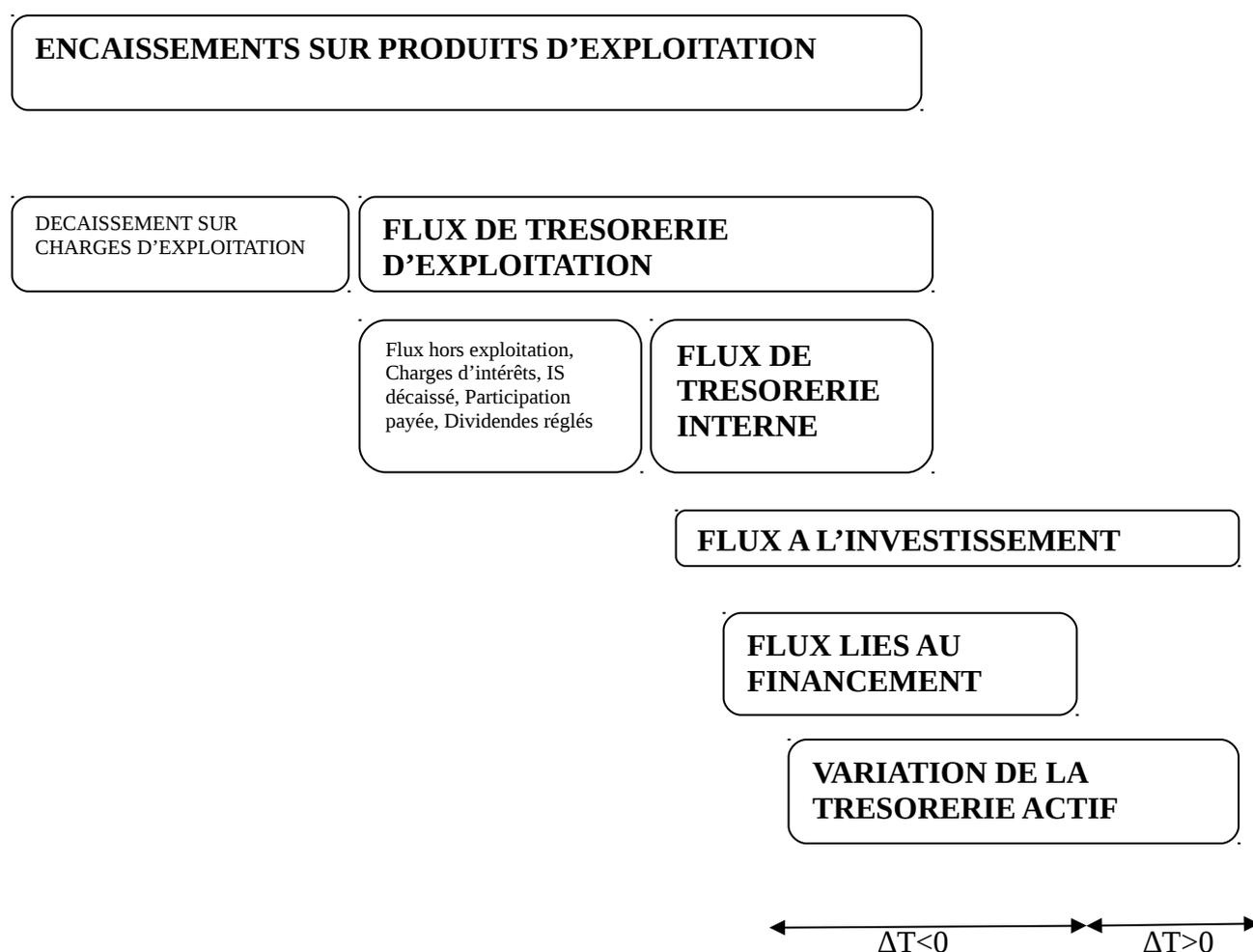
ACTIVITE
INVESTISSEMENT
FINANCEMENT
TRESORERIE D'ACTIF

2- Objectifs et intérêts du tableau de flux de trésorerie³ :

Ce tableau des flux est centré sur la trésorerie, présentée comme la véritable stratégie de l'entreprise, elle témoigne des décisions de gestion du dirigeant, de la position de l'entreprise par rapport à ses contraintes externe, et constitue également un instrument d'action pour atteindre les objectifs.

L'analyse des flux retenue par la Centrale de bilans est orientée vers une norme de comportement qui suppose que l'entreprise consacre d'abord l'autofinancement à ses investissements, puis trouve en financement externe ce qui lui manque, que ce financement soit « long ou court ». Elle est différente de celle du PCG qui pose comme normatif l'équilibre financier et l'augmentation du fonds de roulement net global, c'est-à-dire qui sépare les ressources stables et les ressources de trésorerie.

Tableau de flux de trésorerie⁴



³ « Analyse et diagnostic financier » de Ramage.P édition d'organisation 2001 page :305

⁴« Méthode d'analyse financière de la Centrale De Bilans » LIATARD.A, BARBOT.J-F, BARRON.D ; Edition 2000 ; page : 63

Explication du schéma :

Flux de trésorerie interne + Flux de trésorerie lié à l'investissement + Flux de trésorerie lié au financement = Variation de la trésorerie

Le flux de trésorerie interne intègre :

- Les encaissements sur produits d'exploitation
- Les décaissements sur charges d'exploitation
- Les flux liés aux opérations hors exploitation (et non liés à l'investissement ou au financement)
- Les flux que le C.D.B considère comme étant liés à la trésorerie interne.

La différence entre les encaissements sur produits d'exploitation et les décaissements sur charges d'exploitation fait apparaître un solde intermédiaire (avant le flux de trésorerie interne) appelé flux de trésorerie d'exploitation.

Le flux de trésorerie lié à l'investissement fait apparaître, comme son nom l'indique, les éléments de la trésorerie liés aux investissements.

Le flux de financement regroupe les flux de financement liés aux variations du capital et aux emprunts.

3- Présentation du tableau :

3.1. Modèle du tableau de flux de trésorerie de la Centrale des Bilans de la Banque de France :

3.1.1. Flux liés à l'activité :

CA HT et autres produits d'exploitation
- Variation « Clients » et autres créances d'exploitation
= **ENCAISSEMENTS SUR PRODUITS D'EXPLOITATION [a]**
Achats et autres charges d'exploitation
- Variation « Fournisseurs » et autres dettes d'exploitation
= **DÉCAISSEMENTS SUR CHARGES D'EXPLOITATION [b]**
FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION [a] - [b]
+ Flux liés aux opérations hors exploitation
- Charges d'Intérêts
- Impôt sur les bénéfices décaissés
- Flux affecté à la participation des salariés
- Distribution mise en paiement
= **FLUX DE TRÉSORERIE INTERNE (A)**

Le flux de trésorerie Interne constitue le concept central du tableau. Il mesure la maîtrise des flux de trésorerie et la cohérence des politiques suivies

3.1.2. Les flux liés à l'investissement :

+ Investissement d'exploitation hors production immobilisée
+ Acquisitions de participations et titres immobilisés
+ Variation des autres actifs immobilisés hors charges à répartir
- Subventions d'investissement reçues
- Variation des dettes sur immobilisation
- Encaissements sur cessions d'immobilisations
= **FLUX LIÉ À L'INVESTISSEMENT (I)**

Le solde I permet d'évaluer les conséquences de la politique d'investissement ou de désinvestissement

3.1.3. Les flux liés au financement :

Augmentation ou réduction du capital
- Variation des créances sur capital appelé non versé
= **FLUX LIÉ AU CAPITAL [c]**
+ Nouveaux emprunts (Dont nouveaux engagements de location-financement)
- Remboursements d'emprunts
= **VARIATION DES EMPRUNTS [d]**
+ Variation Crédits bancaires courants
+ Variation Créances cédées non échues
+ Variation Avances de trésorerie reçues des Groupes et Associés
+ Variation Titres de créances négociables hors groupe
= Variation de la trésorerie passif [e]
F = FLUX LIÉ AU FINANCEMENT [c] + [d] + [e]

Les différents soldes informent sur les arbitrages financiers réalisés en fonction du coût, de la rentabilité globale et de la perception du risque

3.1.4. Variation de la trésorerie actif :

Variation Disponibilités
+ Variation Valeurs mobilières de placement
+ Variation Avances de trésorerie aux groupes et associés
= **VARIATION DE LA TRÉSORERIE ACTIF [A - I + F]**

La trésorerie actif est la synthèse de tous les choix de gestion effectués sur plusieurs exercices

ACTIVITE	N+1	N+2	N+3	N+4
Chiffre d'affaires hors taxes et autres produits d'exploitation - Variation "Clients" et autres créances d'exploitation				
= Encaissements sur produits d'exploitation (a)				
Achats et autres charges d'exploitation - Variation "Fournisseurs" et autres dettes d'exploitation				
= Décaissements sur charges d'exploitation (b)				
FLUX DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (a) - (b)				
+ Flux liés aux opérations hors exploitation - Charges d'intérêts - Impôts sur les bénéfices décaissés - Flux affecté à la participation des salariés - Distribution mise en paiement				
A = FLUX DE TRESORERIE INTERNE				
INVESTISSEMENT				
Investissement d'exploitation hors production immobilisée + Acquisitions de participations et de titres immobilisés + Variation des autres actifs immobilisés hors charges à répartir - Subventions d'investissement reçues - Variation des dettes sur immobilisations - Encaissements sur cessions d'immobilisations				
I = FLUX LIE A L'INVESTISSEMENT				
FINANCEMENT				
Augmentation ou réduction du capital - Variation des créances sur capital appelé non versé				
= Flux lié au capital (c)				
Nouveaux emprunts (dont nouveaux engagements de location-financement) - Remboursements d'emprunts				
= Variation des emprunts (d)				
Variation des crédits bancaires courants + Variation des créances cédées non échues + Variation des avances de trésorerie reçues des groupes et associés + Variation des titres et des créances négociables hors groupe				
= Variation de la trésorerie passif (e)				
F = FLUX LIE AU FINANCEMENT (c)+ (d) + (e)				
VARIATION DE LA TRESORERIE ACTIF				
Variation des disponibilités + Variation des valeurs mobilières de placement + Variation des avances de trésorerie aux groupes et associés				
= VARIATION DE LA TRESORERIE ACTIF = A - I + F				

3.2. Les étapes de l'analyse⁵ :

Les flux de trésorerie sont calculés selon la méthode directe. Cette méthode consiste à dégager directement les encaissements et décaissements sur opérations en rapprochant produits et charges de la variation des crédits consentis ou obtenus les concernant.

Au contraire, la méthode indirecte part du résultat net comptable en parvient au flux de trésorerie d'exploitation par une série d'ajustements. Ceux-ci consistent à éliminer les charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation ainsi que la variation du besoin en fonds de roulement.

La méthode directe présente plusieurs avantages sur la méthode indirecte :

- elle fournit plus d'information sur les flux d'entrée et de sortie de trésorerie ;
- elle améliore la lisibilité du tableau des flux en permettant un suivi direct des diverses opérations en encaissements et décaissements ;
- elle neutralise l'incidence de l'évaluation des stocks et les éventuelles distorsions qu'elle introduit dans la détermination du résultat brut d'exploitation, par l'appréciation direct et nécessairement objective des encaissements et des décaissements.

Les étapes d'analyse peuvent se présenter ainsi⁶ :

- **La formation du flux de trésorerie d'exploitation :**

ACTIVITE
Chiffre d'affaires hors taxes et autres produits d'exploitation - Variation "Clients" et autres créances d'exploitation
= Encaissements sur produits d'exploitation (a)
Achats et autres charges d'exploitation - Variation "Fournisseurs" et autres dettes d'exploitation
= Décaissements sur charges d'exploitation (b)
FLUX DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (a) - (b)

Le flux trésorerie d'exploitation résume parfaitement le passage des produits aux encaissements et des charges aux décaissements. Cette notion met en évidence la différence fondamentale qui existe entre un « résultat comptable » et un « flux de trésorerie » :

- si l'entreprise produit mais ne vend pas, son résultat brut d'exploitation augmentera ainsi que ses stocks, mais elle n'encaissera rien ;
- si l'entreprise vend à des clients qui se révèlent insolubles, son résultat brut d'exploitation augmentera ainsi que ses créances mais, là encore, elle n'encaissera rien.

⁵LIATARD.A, BARBOT.J-F, BARRON.D ; « Méthode d'analyse financière de la Centrale De Bilans » ; Edition 2000 ; page : 52

⁶ LIATARD.A, BARBOT.J-F, BARRON.D ; « Méthode d'analyse financière de la Centrale De Bilans » ; Edition 2000 ; pages : de 56 à 62

La croissance de l'activité entraîne, par une action mécanique, un gonflement du volume du poste client. Cela peut freiner la part des encaissements de trésorerie par rapport au chiffre d'affaire. Pour faire face à ce risque de dérapage, l'entreprise dispose de plusieurs moyens :

- mettre en place une politique de suivi attentif des comptes de la clientèle ;
- négocier avec ses fournisseurs des conditions de règlement plus favorables ;
- suivre une politique de réduction des stocks.

▪ **Le flux de trésorerie interne :**

FLUX DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (a) - (b)
+Flux liés aux opérations hors exploitation
- Charges d'intérêts
- Impôts sur les bénéfices décaissés
- Flux affecté à la participation des salariés
- Distribution mise en paiement
A = FLUX DE TRESORERIE INTERNE

Ce flux correspond à l'ensemble des encaissements et décaissements résultant, pour l'entreprise, de l'exercice de son activité. Il comprend toutes les opérations qui ne figurent pas dans les fonctions « investissement » et « financement ».

Le flux de trésorerie interne constitue le concept central du tableau des flux car il informe sur le degré de maîtrise des mouvements de trésorerie et renseigne sur la cohérence des politiques suivies. Rapproché des investissements ou des moyens de financement, il apporte un éclairage sur les évolutions qui, en se perpétuant, peuvent obérer l'avenir d'une entreprise ou, au contraire, confirmer sa pérennité.

▪ **Le flux lié à l'investissement :**

INVESTISSEMENT
Investissement d'exploitation hors production immobilisée
+ Acquisitions de participations et de titres immobilisés
+ Variation des autres actifs immobilisés hors charges à répartir
- Subventions d'investissement reçues
- Variation des dettes sur immobilisations
- Encaissements sur cessions d'immobilisations
I = FLUX LIE A L'INVESTISSEMENT

La fonction d'investissement recense les opérations d'acquisitions et de cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles ou financières. Ces opérations sont traduites en décaissements et encaissements après prise en compte des décalages intervenant entre leur enregistrement comptable et la sortie ou l'entrée effective des fonds. Il est possible d'évaluer les conséquences de la politique d'investissement ou de désinvestissement sur la situation financière de l'entreprise.

▪ **Le flux lié au financement :**

FINANCEMENT
Augmentation ou réduction du capital - Variation des créances sur capital appelé non versé
= Flux lié au capital (c)
Nouveaux emprunts (dont nouveaux engagements de location-financement) - Remboursements d'emprunts
= Variation des emprunts (d)
Variation des crédits bancaires courants + Variation des créances cédées non échues + Variation des avances de trésorerie reçues des groupes et associés + Variation des titres et des créances négociables hors groupe
= Variation de la trésorerie passif (e)
F = FLUX LIE AU FINANCEMENT (c)+ (d) + (e)

Les variations du capital et des dettes financières à long, moyen et court terme portent sur les montants en principal à l'exclusion des dividendes et des charges d'intérêts payés au cours de l'exercice, qui sont attachés quant à eux aux opérations de répartition des revenus (flux de trésorerie interne).

L'analyse des composantes du flux lié au financement montre quel a été le mode de couverture du besoin résiduel de financement ou, éventuellement, d'utilisation du surplus dégagé. Il fournit des indications sur les arbitrages financiers auxquels il a été procédé en fonction de la rentabilité globale, du coût des ressources extérieures, de la perception du risque :

- Apports des associés et du groupe ou recours à l'endettement,
- Préférence pour le financement stable par emprunts ou utilisation de concours de trésorerie,
- Diminution de l'endettement.

▪ **La variation de la trésorerie active :**

VARIATION DE LA TRESORERIE ACTIF
Variation des disponibilités + Variation des valeurs mobilières de placement + Variation des avances de trésorerie aux groupes et associés
= VARIATION DE LA TRESORERIE ACTIF = A - I + F

La variation de la trésorerie active est la synthèse de toutes les opérations et de tous les choix de gestion effectués d'un exercice à l'autre. La variation de la trésorerie active apparaît bien ainsi comme la résultante de toute la vie économique et financière de l'entreprise.

Grâce à l'analyse dynamique du tableau de flux de trésorerie, les partenaires de l'entreprise peuvent évaluer leurs perspectives d'encaissements en matière de dividendes, d'intérêts ou de remboursement de dettes financières, car elles sont liées à la capacité de l'entreprise à produire une trésorerie suffisante pour faire face à tous ses besoins.

Le tableau de flux de la centrale de bilans a aussi pour objectif :

- De montrer le degré de maîtrise des dirigeants sur leur trésorerie. En effet le FTI ne peuvent pas être considérés comme un montant de trésorerie disponible, puisque les engagements antérieurs imposent des versements à opérer en priorité, en particulier le service des emprunts, et que le respect d'une certaine politique de distribution, par exemple, engage l'avenir. L'importance de ces prélèvements obligatoires va donc plus ou moins conditionner la liberté de décision des dirigeants en matière d'investissement et de croissance.
- De montrer la cohérence des politiques suivies par l'entreprise. En effet, le montant et l'évolution des FTI permettent, sur plusieurs exercices, d'apprécier la cohérence de la politique d'investissement de l'entreprise face aux moyens dont elle dispose.

L'analyse de l'apport en ressources stables et de la variation de la trésorerie permet de mettre en évidence les arbitrages effectués entre la rentabilité globale, le coût des différentes ressources et les risques économiques et financiers.

Synthèse :

LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE DE LA C.B.B.F.							
Flux de trésorerie interne							
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Les flux de trésorerie d'exploitation</i> : Différence entre <i>encaissements sur produits d'exploitation</i> (CA HT, autres produits et subventions d'exploitation, variation des créances...) et <i>décaissements sur charges d'exploitation</i> (achats et autres charges, variation des dettes...). • <i>Les flux de trésorerie hors exploitation</i> : Flux qui ne concernent pas l'exploitation, l'investissement ou le financement (intérêts, différences de change, impôts sur les bénéfices, participation des salariés, distribution de dividendes...). 							
Flux de trésorerie liés à l'investissement							
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Le flux net de trésorerie</i> lié aux opérations <i>d'investissement</i> est obtenu par différence entre <i>les encaissements et les décaissements relatifs aux opérations d'investissement</i> et de désinvestissement après variation des créances et des dettes sur immobilisations... <p><u>Remarque</u> : les charges à répartir n'apparaissent pas car elles ne sont plus transférées au bilan.</p>							
Flux de trésorerie liés au financement							
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Le flux net de trésorerie</i> lié aux opérations de <i>financement</i> est calculé en considérant les <i>flux de trésorerie liés au capital</i> (augmentations ou réductions de capital...), les <i>variations des emprunts</i> (nouveaux emprunts et remboursements d'emprunts) et les <i>variations de la trésorerie passive</i> (crédits bancaires courants, créances cédées non échues et effets escomptés non échus). 							
Variation de trésorerie active							
<table style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <tr> <td style="padding-right: 20px;">Variation des disponibilités</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="padding-right: 20px;">+ Variation des Valeurs Mobilières de Placement</td> <td style="border-top: 1px solid black;"></td> </tr> <tr> <td style="padding-right: 20px;">= Variation de la trésorerie active</td> <td></td> </tr> </table>		Variation des disponibilités		+ Variation des Valeurs Mobilières de Placement		= Variation de la trésorerie active	
Variation des disponibilités							
+ Variation des Valeurs Mobilières de Placement							
= Variation de la trésorerie active							

Section III. Application

Vous disposez des documents et annexes d'une entreprise à la fin de l'exercice N afin d'analyser la variation de trésorerie :

- Document 1 : Tableau de résultat.
- Document 2 : Tableau de financement.
- Document 3 : Besoin en Fonds de Roulement.
- Document 4 : Trésorerie.
- Annexe 1 : Tableau de flux de trésorerie de l'OEC (à compléter).
- Annexe 2 : Tableau de flux de trésorerie de la CBBF (à compléter).

TRAVAIL A FAIRE : en utilisant les documents et annexes fournis :

- 1°) Présenter le tableau de flux de trésorerie de l'OEC.
- 2°) Présenter le tableau de flux de trésorerie de la CBBF.

Document 1 : Tableau de résultat.

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Achats de marchandises	4 000.00	Ventes de marchandises	10 000.00
Variation de stock	-200.00	Production vendue	20 000.00
Achats d'approvisionnements	8 000.00	Production stockée	0.00
Variation de stock	-200.00	Autres produits	160.00
Charges externes	6 600.00	Reprises de dépréciations (4)	100.00
Impôts, taxes et versements assimilés	400.00	Transferts de charges	300.00
Charges de personnel	6 800.00	Produits financiers	240.00
Dotations aux amortissements	2 000.00	Produits exceptionnels (2)	180.00
Dotations aux dépréciations (3)	600.00	Quote-part de subvention virée	100.00
Charges financières	1 840.00		
Charges exceptionnelles (1)	500.00		
Participation aux résultats	80.00		
Impôts sur les bénéfices	160.00		
Résultat : bénéfice	500.00		
Total	31 080.00	Total	31 080.00
(1) Valeurs comptables des éléments d'actif cédés		(2) Produits des cessions d'éléments d'actif	
(3) Dont dotations aux dépréciations sur actif circulant : 220		(4) Dont reprises sur dépréciations de l'actif circulant 20	

Document 2 : Tableau de financement.

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Distributions mises en paiement	400.00	Capacité d'autofinancement	3 120.00
Acquisition d'immobilisations :		Cessions d'immobilisations	180.00
- incorporelles	1 500.00	Augmentation de capital	4 000.00
- corporelles	6 600.00	Augmentation de dettes financières	5 600.00
- financières	1 600.00		
Charges à répartir	300.00		
Remboursements de dettes financières	2 000.00		
Total	12 400.00	Total	12 900.00
Ressource nette	500.00	Emploi net	

Document 3 : Besoin en Fonds de Roulement :

Eléments	Montants N	Montants N-1	Variations
Stocks (montant net)	1 200.00	1 020.00	180.00
Créances clients (montant net)	13 200.00	11 600.00	1 600.00
<i>Créances clients (montant brut)</i>	<i>13 230.00</i>	<i>11 650.00</i>	<i>1 580.00</i>
Fournisseurs ABS	-4 130.00	-4 060.00	-70.00
TVA à décaisser	-360.00	-270.00	-90.00
Impôts sur les Sociétés	-40.00	-30.00	-10.00
Dettes sur immobilisations	-800.00	-750.00	-50.00
BFR	9 070.00	7 510.00	1 560.00

Document 4 : Trésorerie.

Eléments	Montants N	Montants N-1	Variations
Disponibilités	585.00	1 580.00	-995.00
Concours Bancaires Courants	420.00	255.00	165.00
Trésorerie nette	165.00	1 325.00	-1 160.00

Annexes :

Annexe 1 : Tableau de flux de trésorerie de l'OEC :

Eléments	Montants
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE	
Résultat d'exploitation	
<i>Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</i>	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions nettes des + reprises (sauf celles portant sur l'actif circulant)	
- Transferts de charges au compte de charges à répartir	
+ Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	
- Produits de cessions d'éléments d'actif nets d'impôts	
- Quotes-parts de subventions d'investissements virées au résultat	
= Marge brute d'autofinancement	
- Variation des stocks (augmentation)	
- Variation des créances d'exploitaitaion (augmentation)	
+ Variation des dettes d'exploitaitaion (augmentation)	
- Variation des autres créances liées à l'activité	
+ Variation des autres dettes liées à l'activité (augmentation)	
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	
= <i>Flux net de trésorerie généré par l'activité (A)</i>	
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'INVESTISSEMENT	
- Acquisitions d'immobilisations	
+ Cessions d'immobilisations nettes d'impôts	
+ Réductions d'immobilisations financières	
+ Variation des autres postes relatifs aux immobilisations (augmentation)	
= <i>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)</i>	
FLUX DE TRESORERIE LIES AU FINANCEMENT	
+ Augmentation de capital en numéraire	
- Réduction de capital	
- Dividendes versés	
+ Emissions d'emprunts	
- Remboursements d'emprunts	
+ Subventions d'investissement reçues	
= <i>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)</i>	
VARIATION DE TRESORERIE (A + B + C)	
+ Trésorerie d'ouverture	
= Trésorerie de clôture	

Annexe 2 : Tableau de flux de trésorerie de la CBBF.

FLUX DE TRESORERIE	Montants
ACTIVITE	
Chiffre d'affaires HT et autres produits d'exploitation	
- Variation des créances clients et autres créances d'exploitation (Brutes)	
= Encaissements sur produits d'exploitation (a)	
Achats et autres charges d'exploitation	
- Variation des dettes fournisseurs et autres dettes d'exploitation	
= Décaissements sur charges d'exploitation (b)	
Flux de trésorerie d'exploitation (a) - (b)	
+ Flux liés aux opérations hors exploitation	
- Intérêts décaissés	
- Impôts sur les bénéfices décaissés	
- Flux affectés à la participation des salariés	
- Distribution mise en paiement	
= Flux de trésorerie interne (A)	
INVESTISSEMENT	
+ Investissements d'exploitation hors production immobilisée	
+ Acquisition de participations et autres titres immobilisés	
+ Variation des autres actifs immobilisés hors charges à répartir	
- Subventions d'investissement reçues	
- Variation des dettes sur immobilisations	
- Encaissements sur cessions d'immobilisations	
= Flux lié à l'investissement (I)	
FINANCEMENT	
Augmentation ou réduction de capital	
- Variation des créances sur capital appelé non versé	
= Flux lié au capital (C)	
Nouveaux emprunts	
- Remboursements d'emprunts	
= Variation des emprunts (D)	
Variation des crédits bancaires courants	
+ Variation des créances cédées non échues	
= Variation de la trésorerie de passif (E)	
Flux lié au financement (F) = (C) + (D) + (E)	
VARIATION DE TRESORERIE D'ACTIF	
Variation des disponibilités	
Variation des valeurs mobilières de placement	
Variation de la trésorerie d'actif = (A) - (I) + (F)	

Corrigé de l'application :

Tableau de flux de trésorerie de l'OEC :

Eléments	Montants
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE	
Résultat d'exploitation	500
<i>Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</i>	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions nettes des	
+ reprises (sauf celles portant sur l'actif circulant)	2 300
- Transferts de charges au compte de charges à répartir	300
+ Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	500
- Produits de cessions d'éléments d'actif nets d'impôts	180
- Quotes-parts de subventions d'investissements virées au résultat	100
= Marge brute d'autofinancement	2 720
- Variation des stocks (augmentation)	180
- Variation des créances d'exploitaitaion (augmentation)	1 600
+ Variation des dettes d'exploitaitaion (augmentation)	160
- Variation des autres créances liées à l'activité	
+ Variation des autres dettes liées à l'activité (augmentation)	10
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-1 610
= Flux net de trésorerie généré par l'activité (A)	1 110
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'INVESTISSEMENT	
- Acquisitions d'immobilisations	9 700
+ Cessions d'immobilisations nettes d'impôts	180
+ Réductions d'immobilisations financières	
+ Variation des autres postes relatifs aux immobilisations (augmentation)	50
= Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-9 470
FLUX DE TRESORERIE LIES AU FINANCEMENT	
+ Augmentation de capital en numéraire	4 000
- Réduction de capital	
- Dividendes versés	400
+ Emissions d'emprunts	5 600
- Remboursements d'emprunts	2 000
+ Subventions d'investissement reçues	
= Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	7 200
VARIATION DE TRESORERIE (A + B + C)	
+ Trésorerie d'ouverture	1 325
= Trésorerie de clôture	165

Tableau de flux de trésorerie de la CBBF :

FLUX DE TRESORERIE	Montants
ACTIVITE	
Chiffre d'affaires HT et autres produits d'exploitation	30 160.00
- Variation des créances clients et autres créances d'exploitation (Brutes)	1 580.00
= Encaissements sur produits d'exploitation (a)	28 580.00
Achats et autres charges d'exploitation	25 800.00
- Variation des dettes fournisseurs et autres dettes d'exploitation	160.00
= Décaissements sur charges d'exploitation (b)	25 640.00
Flux de trésorerie d'exploitation (a) - (b)	2 940.00
+ Flux liés aux opérations hors exploitation	240.00
- Intérêts décaissés	1 840.00
- Impôts sur les bénéfices décaissés	150.00
- Flux affectés à la participation des salariés	80.00
- Distribution mise en paiement	400.00
= Flux de trésorerie interne (A)	710.00
INVESTISSEMENT	
+ Investissements d'exploitation hors production immobilisée	8 100.00
+ Acquisition de participations et autres titres immobilisés	1 600.00
+ Variation des autres actifs immobilisés hors charges à répartir	
- Subventions d'investissement reçues	
- Variation des dettes sur immobilisations	50.00
- Encaissements sur cessions d'immobilisations	180.00
= Flux lié à l'investissement (I)	9 470.00
FINANCEMENT	
Augmentation ou réduction de capital	4 000.00
- Variation des créances sur capital appelé non versé	
= Flux lié au capital (C)	4 000.00
Nouveaux emprunts	5 600.00
- Remboursements d'emprunts	2 000.00
= Variation des emprunts (D)	3 600.00
Variation des crédits bancaires courants	165.00
+ Variation des créances cédées non échues	
= Variation de la trésorerie de passif (E)	165.00
Flux lié au financement (F) = (C) + (D) + (E)	7 765.00
VARIATION DE TRESORERIE D'ACTIF	
Variation des disponibilités	995.00
Variation des valeurs mobilières de placement	
Variation de la trésorerie d'actif = (A) - (I) + (F)	-995.00